

Toulouse, le 11 septembre 2026

Ecole du Fauga : une agression évitable

Le 4 septembre dernier, devant l'école primaire du Fauga (Haute-Garonne), une enseignante a été violemment abordée et menacée de décapitation par un parent d'élève. La FSU-SNUipp 31 apporte son soutien total à notre collègue ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe éducative.

Si nous saluons la rapidité de la réponse pénale, notamment l'injonction d'éloignement, la FSU-SNUipp exige désormais que l'État garantisse de façon pérenne et effective la protection fonctionnelle, juridique et psychologique de l'enseignante ainsi que de tous les personnels de l'école.

Contrainte par la médiatisation, l'Éducation Nationale n'a eu d'autres choix que de réagir à cette agression, mais pourquoi ne pas l'avoir fait avant ?

Depuis des mois, des alertes émanaient de l'école du Fauga : dégradation du climat scolaire, augmentation des effectifs, insuffisance des moyens d'accompagnement des élèves en situation de handicap et souffrances exprimées par plusieurs membres du personnel...

L'Éducation Nationale s'est contentée de répondre à ces différents signalements au cas par cas sans jamais prendre en compte la situation globale de l'école, freinant même la demande de visite des représentant·es des personnels en F3SCT [*instance sur les conditions de travail*].

La mise en œuvre de cellules de crise après un tel événement est nécessaire mais ne peut constituer à elle seule une politique de prévention et de santé au travail. C'est l'aveu d'un manque criant de culture de la prévention dans l'Éducation nationale, et des moyens associés.

La dégradation des conditions de travail et la montée des tensions ne se résoudront pas à coups d'injonctions ministérielles et de décrets inutiles. Pour faire société, apaiser le climat scolaire et restaurer du lien avec les familles, l'École doit pouvoir compter sur des moyens humains à la hauteur des besoins : davantage d'enseignant·es et de personnels spécialisés, des équipes de circonscription capables d'accompagner les écoles et d'intervenir dès les premiers signes de difficulté, sans oublier des personnels de santé et sociaux en nombre suffisant.

La vraie protection des agent·es passe par une institution solide, présente sur le terrain, capable d'opposer des interdictions d'accès aux locaux et de porter plainte elle-même face aux parents violents, au lieu de faire peser la responsabilité sur les épaules des enseignant·es. Les réponses apportées ne peuvent se limiter au tout sécuritaire.

La FSU-SNUipp 31 refuse que la peur devienne le quotidien des personnels. Le syndicat exige un plan d'urgence départemental pour la prévention des risques psychosociaux, le

recrutement immédiat de personnels pluriprofessionnels pour accompagner la relation aux familles et un soutien indéfectible de la hiérarchie face aux violences.

Contacts Presse :

Jennifer Pelissier (07 86 04 33 93)

Matthieu Soler (06 76 80 65 96)